

Verbintenissen van tien jaar

Aantal volledige jaren tijdens dewelke de verbintenissen worden nageleefd	Terug te betalen deel van de premie
Minder dan één jaar	10/10e
1 jaar	9/10e
2 jaar	8/10e
3 jaar	7/10e
4 jaar	6/10e
5 jaar	5/10e
6 jaar	4/10e
7 jaar	3/10e
8 jaar	2/10e
9 jaar	1/10e

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 30 april 2009 tot bepaling van de berekeningswijze van het bedrag dat terugbetaald moet worden door de gerechtigde bij niet-naleving van de voorwaarden voor de toekenning van een tegemoetkoming aan natuurlijke personen.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2155

[2009/202576]

30 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant modification de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 novembre 1990 portant création d'un Conseil de la Politique scientifique en Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, et notamment l'article 87;

Vu le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, et notamment l'article 43, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 novembre 1990 portant création d'un Conseil de la Politique scientifique en Région wallonne, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 1^{er} juillet 1993 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003;

Vu l'avis du C.P.S., donné le 13 février 2009 et entériné par le Conseil économique et social de la Région wallonne le 23 février 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 décembre 2008;

Vu l'avis n° 46.155/4 du Conseil d'Etat, rendu le 30 mars 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre de la Recherche;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté l'Exécutif régional wallon du 15 novembre 1990 portant création d'un Conseil de la Politique scientifique en Région wallonne, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, 1°, le mot "environnementalistes" est remplacé par le mot "environnementaux";

2° à l'alinéa 2, le 4° est remplacé comme suit :

"4° d'évaluer tous les deux ans la politique scientifique de la Région wallonne;

3° à l'alinéa 2, le 5°, tel que modifié par l'arrêté du 1^{er} juillet 1993, est abrogé;

4° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

"Le C.P.S. adresse un rapport d'activités annuel, consultable sur internet, au Gouvernement et au Parlement ainsi qu'au Conseil économique et social de la Région wallonne au plus tard pour la fin du mois de septembre de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte."

Art. 2. Dans l'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés des 1^{er} juillet 1993 et 6 février 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, quatrième tiret, le mot "agrées" est inséré après le mot "recherche";

2° l'article est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit : "Pour chaque membre effectif est désigné un membre suppléant. Les représentants du Gouvernement ainsi que l'inspecteur des Finances ne disposent chacun d'une voix consultative."

Art. 3. Dans l'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 1^{er} juillet 1993, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, troisième tiret, les mots "Conseil supérieur de l'enseignement supérieur technique" sont remplacés par les mots "Conseil général des Hautes Ecoles";

2° à l'alinéa 1^{er}, quatrième tiret, les mots "l'Union des Centres de Recherche collective (U.C.R.C.)" sont remplacés par les mots "ACCORD Wallonie";

3° dans l'alinéa 2, le mot "quatre" est remplacé par le mot "cinq";

4° l'alinéa 2 est complété par une phrase rédigée comme suit : "Ces mandats sont renouvelables."

Art. 4. Dans l'article 8, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot "quatre" est remplacé par le mot "cinq".

Art. 5. L'article 11 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

"En cas d'avis ou de recommandations à rendre par le C.P.S., le délai total pour la remise de l'avis est de 35 jours.

Les avis et les recommandations rendus par le C.P.S. sont transmis au Bureau du C.E.S.R.W. dans les 30 jours à dater de la réception du dossier. Celui-ci les adresse au Gouvernement wallon au terme de la procédure décrite dans l'alinéa suivant dans un délai conforme au délai total de 35 jours. Passé ce délai, les avis et recommandations sont transmis directement au Gouvernement wallon par le C.P.S.

Si le Bureau du C.E.S.R.W. marque son accord sur les avis et les recommandations transmis par le C.P.S., ceux-ci reçoivent le statut d'avis ou de recommandation du C.P.S. entériné par le Bureau du C.E.S.R.W. En cas de désaccord du Bureau du C.E.S.R.W., les avis et les recommandations sont examinés par le comité de liaison visé à l'article 10. Si aucun consensus ne peut être dégagé, les avis et recommandations sont transmis au Gouvernement wallon en reprenant les différents points de vue exprimés.

Le président et le vice-président du C.P.S. sont invités à participer à la réunion du Bureau du C.E.S.R.W. lorsque celui-ci examine un avis ou une recommandation émanant du C.P.S. et, de manière générale, chaque fois qu'une question relative à la politique scientifique est à l'ordre du jour.

Sur demande dûment motivée du C.P.S., le Gouvernement peut prolonger le délai de rigueur si la demande d'avis est particulièrement importante ou complexe. Le règlement d'ordre intérieur prévoit la procédure à suivre pour cette demande de prolongation du délai.

A l'inverse, en cas d'urgence dûment motivée, le délai de rigueur peut être ramené à 10 jours. Dans ce cas, pour faire connaître au Gouvernement wallon les avis et recommandations du C.P.S. dans les meilleurs délais, les Présidents du C.E.S.R.W. et du C.P.S. appliqueront la procédure la plus appropriée qui peut notamment revêtir la forme d'une procédure écrite selon les modalités d'organisation définies dans le règlement d'ordre intérieur.

A défaut d'avis dans le délai imparti, il est passé outre."

Art. 6. L'article 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

"Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement, approuvé par le C.E.S.R.W., est soumis par le Conseil au Gouvernement pour approbation.

Ce règlement d'ordre intérieur détermine notamment :

1. les modalités selon lesquelles le C.P.S. exerce ses attributions;
2. la création éventuelle de groupes de travail;
3. le mode de fonctionnement du Bureau et du Comité de liaison;
4. le quorum de présence et les modalités de reconvoque;
5. le quorum pour pouvoir délibérer valablement;
6. l'attribution de jetons de présence ou de toutes autres indemnités ne concernant pas les frais de parcours en appliquant les dispositions du règlement organique du C.E.S.R.W. en la matière;
7. les modalités d'organisation et de mise en œuvre de la procédure écrite de remise d'avis en cas d'urgence ou dans des circonstances spécialement motivées;
8. la procédure concernant la demande de prolongation du délai de remise des avis et recommandation obligatoire;
9. le nombre minimal de réunions annuelles;
10. l'obligation de rédiger un procès-verbal des débats tenus au cours de chaque réunion;
11. le mode de transmission des documents aux membres effectifs et suppléants;
12. la procédure de convocations des réunions;
13. les conditions et situations dans lesquelles la confidentialité des délibérations ou des documents peut être appliquée;
14. les modalités de consultation du rapport annuel;
15. le caractère public ou non des réunions de l'organisme."

Art. 7. En ce qui concerne le Conseil wallon de la Politique scientifique, le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative entre en vigueur le dixième jour qui suit celui de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 8. La Ministre de la Recherche est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2155

[2009/202576]

30. APRIL 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. November 1990 zur Errichtung eines "Conseil de la Politique scientifique en Région wallonne" (Rat für die Wissenschaftspolitik in der Wallonischen Region) (R.W.P.)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87;

Aufgrund des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, und insbesondere des Artikels 43, Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. November 1990 zur Errichtung eines "Conseil de la Politique scientifique en Région wallonne", abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 1. Juli 1993 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003;

Aufgrund des am 13. Februar 2009 abgegebenen und am 23. Februar 2009 vom Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region bestätigten Gutachtens des "R.W.P.";

Aufgrund des am 12. Dezember 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 30. März 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1°, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 46.155/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag der Ministerin der Forschung;
Nach Beratung,
Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. November 1990 zur Errichtung eines "Conseil de la Politique scientifique en Région wallonne" werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2, 1° wird in der französischen Fassung das Wort "environnementalistes" durch das Wort "environnementaux" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird Punkt 4° durch folgenden Wortlaut ersetzt: "4° die Wissenschaftspolitik der Wallonischen Region alle zwei Jahre zu bewerten";

3° in Absatz 2 wird Punkt 5°, so wie durch den Erlass vom 1. Juli 1993 abgeändert, aufgehoben;

4° Absatz 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Der "R.W.P." übermittelt der Regierung und dem Parlament sowie dem Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region einen im Internet einsehbaren, jährlichen Tätigkeitsbericht, dies spätestens zum Ende des Monats September des Jahres nach demjenigen, auf das er sich bezieht."

Art. 2 - In Artikel 6 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse vom 1. Juli 1993 und vom 6. Februar 2003, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1, 4. Strich wird das Wort "zugelassenen" zwischen das Wort "der" und das Wort "Forschungszentren" eingefügt;

2° dieser Artikel wird durch einen 3. Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Für jedes ordentliche Mitglied wird ein stellvertretendes Mitglied bezeichnet. Die Vertreter der Regierung sowie der Finanzinspektor verfügen jeder nur über eine beratende Stimme."

Art. 3 - In Artikel 7 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 1. Juli 1993, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, 3. Strich wird der Wortlaut "den obersten Rat des Technischen Hochschulwesens" durch den Wortlaut den "Conseil général des hautes écoles" (allgemeiner Rat der Hochschulen) ersetzt;

2° in Absatz 1, 4. Strich wird der Wortlaut "die Union der Institute für Gemeinschaftsforschung (U.C.R.C.)" durch den Wortlaut "ACCORD Wallonie" ersetzt;

3° in Absatz 2 wird die Zahl "4" durch "5" ersetzt;

4° Absatz 2 wird durch folgenden Wortlaut ergänzt: "Diese Mandate können erneuert werden."

Art. 4 - In Artikel 8, Absatz 1 desselben Erlasses wird die Zahl "4" durch "5" ersetzt.

Art. 5 - Artikel 11 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Falls Gutachten und Empfehlungen durch den R.W.P. abzugeben sind, beträgt die gesamte Frist zum Abgeben des Gutachtens 35 Tage.

Die durch den R.W.P. abgegebenen Gutachten und Empfehlungen werden dem Vorstand des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonischen Region innerhalb von 30 Tagen nach dem Eingang der Akte übermittelt. Sie werden von diesem der Wallonischen Regierung am Ende des im folgenden Absatz beschriebenen Verfahrens innerhalb einer der gesamten Frist von 35 Tagen entsprechenden Frist übermittelt. Nach Ablauf dieser Frist übermittelt der R.W.P. die Gutachten und Empfehlungen unmittelbar der Wallonischen Regierung.

Wenn der Vorstand des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonischen Region seine Zustimmung bezüglich der durch den R.W.P. übermittelten Gutachten und Empfehlungen gibt, erhalten diese das Statut von durch den Vorstand des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonischen Region bestätigtem Gutachten oder bestätigter Empfehlung des R.W.P. Bei fehlendem Einverständnis des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonischen Region werden die Gutachten und Empfehlungen durch den in Artikel 10 erwähnten Verbindungsausschuss untersucht. Falls kein Konsens gefunden werden kann, werden die Gutachten und Empfehlungen der Wallonischen Regierung übermittelt, wobei die verschiedenen ausgedrückten Standpunkte angegeben werden.

Der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende des R.W.P. werden zur Versammlung des Vorstands des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonischen Region eingeladen, wenn dieser ein von dem R.W.P. stammendes Gutachten oder eine von dem R.W.P. stammende Empfehlung untersucht, und im Allgemeinen jedes Mal, wenn eine Frage bezüglich der Wissenschaftspolitik auf der Tagesordnung steht.

Auf ordnungsgemäß begründeten Antrag des R.W.P. kann die Regierung die zwingende Frist verlängern, wenn der Antrag auf Gutachten besonders wichtig oder kompliziert ist. In der inneren Dienstordnung ist das für diesen Antrag auf Verlängerung der Frist zu befolgende Verfahren vorgesehen.

Bei gebührend begründeter Dringlichkeit kann jedoch die zwingende Frist auf 10 Tage verringert werden. In diesem Fall werden die Vorsitzenden des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonischen Region und des R.W.P., um der Wallonischen Regierung die Gutachten und Empfehlungen des R.W.P. innerhalb der besten Fristen mitzuteilen, das geeignetste Verfahren anwenden, das u.a. die Form eines schriftlichen Verfahrens gemäß den in der inneren Dienstordnung bestimmten Organisationsmodalitäten nehmen kann.

Liegt binnen der eingeräumten Frist kein Gutachten vor, wird es außer Acht gelassen."

Art. 6 - Artikel 12 desselben Erlasses wird durch das Folgende ersetzt:

"Der Rat bestimmt seine innere Dienstordnung. Diese durch den Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region genehmigte Dienstordnung wird durch den Rat der Regierung zur Genehmigung vorgelegt.

Diese innere Dienstordnung bestimmt insbesondere:

1. die Modalitäten, gemäß denen der R.W.P. seine Befugnisse ausübt;
2. die etwaige Einrichtung von Arbeitsgruppen;
3. die Arbeitsweise des Vorstands und des Verbindungsausschusses;
4. die erforderliche Mindestzahl anwesender Mitglieder und die Modalitäten für Wiedervorladungen;
5. die erforderliche Mindestzahl anwesender Mitglieder, um auf gültige Weise zu beschließen;
6. die Gewährung von Anwesenheitsvergütungen oder von allen anderen Vergütungen, die die Fahrtkosten nicht betreffen, indem die einschlägigen Bestimmungen der Grundordnung des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonischen Region angewandt werden;
7. die Modalitäten für die Organisation und die Durchführung des schriftlichen Verfahrens zur Abgabe eines Gutachtens bei Dringlichkeit oder in besonders begründeten Umständen;
8. das Verfahren bezüglich des Antrags auf Verlängerung der Frist für das zwingende Abgeben der Gutachten und Empfehlungen;
9. die Mindestanzahl der jährlichen Tagungen;
10. die Verpflichtung, die bei jeder Tagung geführten Beratungen zu protokollieren;

11. die Art und Weise, wie die Dokumente den ordentlichen und stellvertretenden Mitgliedern übermittelt werden;
12. das Verfahren für die Einberufung der Tagungen;
13. die Bedingungen und Umstände, unter denen die Beratungen oder Dokumente vertraulich sein können;
14. die Bestimmungen für die Einsichtnahme des Jahresberichts;
15. die Öffentlichkeit oder Nichtöffentlichkeit der Tagungen der Einrichtung."

Art. 7 - Was den Wallonischen Rat für die Wissenschaftspolitik betrifft, tritt das Dekret vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion am zehnten Tag nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 8 - Die Ministerin der Forschung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. April 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen
Frau M.-D. SIMONET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2155

[2009/202576]

30 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering houdende wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 november 1990 houdende oprichting van een Raad voor Wetenschapsbeleid in het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, inzonderheid op artikel 43, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 november 1990 houdende oprichting van een Raad voor Wetenschapsbeleid in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 1 juli 1993 en bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003;

Gelet op het advies van de Raad voor Wetenschapsbeleid, gegeven op 13 februari 2009, en bekrachtigd door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest) op 23 februari 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 december 2008;

Gelet op advies nr. 46.155/4 van de Raad van State, gegeven op 30 maart 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 november 1990 houdende oprichting van een Raad voor Wetenschapsbeleid in het Waalse Gewest, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het tweede lid, 1^o van de Franse versie wordt het woord "environnementalistes" vervangen door het woord "environnementaux";

2^o in het tweede lid, wordt het vierde punt vervangen als volgt : "4^o het beoordelen, om de twee jaar, van het wetenschapsbeleid van het Gewest";

3^o in het tweede lid, wordt het vijfde punt, zoals gewijzigd bij het besluit van 1 juli 1993, opgeheven;

4^o het derde lid wordt vervangen als volgt :

"De Raad voor Wetenschapsbeleid maakt een jaarlijks activiteitenverslag, dat op internet te raadplegen is, over aan de Regering en aan het Parlement alsook aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest) uiterlijk tegen het einde van de maand september van het jaar dat volgt op het jaar waarop het betrekking heeft."

Art. 2. In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van 1 juli 1993 en 6 februari 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid, vierde streepje, wordt het woord *onderzoekcentra* vóór het woord *onderzoekscentra*;

2^o het artikel wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt : "Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen. De vertegenwoordigers van de Regering alsook de Inspecteur van Financiën beschikken elk slechts over een raadgevende stem."

Art. 3. In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 1 juli 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid, derde streepje, worden de woorden "Conseil supérieur de l'enseignement supérieur technique" vervangen door de woorden "Conseil général des hautes écoles" (Algemene Raad voor de Hogescholen);

2^o in het eerste lid, vierde streepje, worden de woorden "l'Union des Centres de Recherche collective (U.C.R.C.)" vervangen door de woorden "ACCORD Wallonie";

3^o in het tweede lid, wordt het woord "vier" vervangen door het woord "vijf";

4^o het tweede lid wordt aangevuld met een zin luidend als volgt : "Deze mandaten zijn hernieuwbaar."

Art. 4. In artikel 8, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt het woord "vier" vervangen door het woord "vijf".

Art. 5. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"In geval van door de Raad voor Wetenschapsbeleid te verlenen adviezen of aanbevelingen, bedraagt de totale termijn voor het uitbrengen van de advies 35 dagen.

De door de Raad voor Wetenschapsbeleid verstrekte adviezen en aanbevelingen worden overgemaakt aan de C.E.S.R.W. binnen 30 dagen na ontvangst van het dossier. De C.E.S.R.W. stuurt ze naar de Waalse Regering na afloop van de procedure bepaald in het volgende lid binnen een termijn die overeenstemt met de totale termijn van 35 dagen. Na het verstrijken van die termijn stuurt de Raad voor Wetenschapsbeleid de adviezen en aanbevelingen rechtstreeks naar de Waalse Regering.

Indien het bureau van de C.E.S.R.W. instemt met de door de Raad voor Wetenschapsbeleid verstuurd adviezen en aanbevelingen, krijgen deze het statuut van adviezen of aanbevelingen van de Raad voor Wetenschapsbeleid goedgekeurd door het Bureau van de C.E.S.R.W. In geval van onenigheid van het Bureau van de C.E.S.R.W. worden de adviezen en aanbevelingen door het in artikel 10 bedoelde Verbindingscomité onderzocht. Indien geen enkel akkoord kan worden bereikt, worden de adviezen en aanbevelingen samen met de verschillende uitgedrukte standpunten naar de Waalse Regering verstuurd.

De voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad voor Wetenschapsbeleid worden verzocht aan de bijeenkomst van het Bureau van de C.E.S.R.W. deel te nemen wanneer het een van de Raad voor Wetenschapsbeleid uitgaand advies of aanbeveling onderzoekt en, in het algemeen, telkens als een kwestie inzake het wetenschappelijk beleid op de agenda staat.

Op behoorlijk gemotiveerd verzoek van de Raad voor Wetenschapsbeleid, kan de Regering de vaststaande termijn verlengen indien het verzoek om advies bijzonder belangrijk of complex is. Het huishoudelijk reglement voorziet de te volgen procedure voor dit verzoek tot verlenging van de termijn.

In geval van dringende noodzakelijkheid kan de vaststaande termijn dan worden teruggebracht tot 10 dagen. In dit geval zullen de Voorzitters van de C.E.S.R.W. en van de Raad voor Wetenschapsbeleid, om aan de Waalse Regering de adviezen en aanbevelingen van de Raad voor Wetenschapsbeleid zo spoedig mogelijk mee te delen, de meest geschikte procedure toepassen, die de vorm kan hebben van een schriftelijke procedure overeenkomstig de in het huishoudelijk reglement bepaalde organisatieregels.

Bij gebrek aan advies binnen de gestelde termijn, wordt aan de adviesvereiste voorbijgegaan."

Art. 6. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op. Dit reglement, goedgekeurd door de C.E.S.R.W., wordt door de Raad ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

Dit huishoudelijk reglement bepaalt met name :

1. de wijze waarop de Raad voor Wetenschapsbeleid zijn bevoegdheden uitoefent;
2. de eventuele oprichting van werkgroepen;
3. de werkwijze van het Bureau en van het Verbindingscomité;
4. het aanwezigheidsquorum en de modaliteiten van heroproeping;
5. het quorum om geldig te kunnen beraadslagen;
6. de toekenning van presentiegeld of van alle andere vergoedingen die geen betrekking hebben op reiskosten door de bepalingen van het organiek reglement van de C.E.S.R.W. toe te passen;
7. de organisatie- en uitvoeringsregels van de schriftelijke procedure voor het uitbrengen van een advies in geval van dringende noodzakelijkheid of in speciaal gemotiveerde omstandigheden;
8. de procedure betreffende het verplichte verzoek om verlenging van de termijn voor het uitbrengen van adviezen en aanbevelingen;
9. het minimum aantal jaarlijkse vergaderingen;
10. de verplichting om notulen op te stellen van de debatten die tijdens elke vergadering worden gevoerd;
11. de wijze waarop de documenten aan de gewone en plaatsvervangende leden worden overgemaakt;
12. de procedure voor de bijeenroeping van de vergaderingen;
13. de voorwaarden en situaties waarvoor de vertrouwelijkheid van de beraadslagingen of de documenten kan worden toegepast;
14. de modaliteiten voor het raadplegen van het jaarverslag;
15. het al dan niet openbaar karakter van de vergaderingen van de instelling."

Art. 7. Wat betreft de Waalse Raad voor Wetenschapsbeleid, treedt het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie in werking de tiende dag na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 8. De Minister van Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2156

[2009/202571]

14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon chargeant la SPAQuE de procéder à des mesures de réhabilitation sur le site "Covadec", à Elouges

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets notamment les articles 39 et 43;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu le livre 1^{er} du Code de l'Environnement, notamment les articles D.148 et D.149;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 16 septembre 2004 et du 15 avril 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 dans laquelle il définit les missions spécifiques de la SPAQuE;